

En Cisjordanie, Israël continue de mépriser ouvertement le droit international, et les pays occidentaux laissent faire



Alors qu'Israël poursuit implacablement le génocide à Gaza depuis bientôt 11 mois, ce 28 août à une heure du matin, Israël a lancé une opération militaire de très grande ampleur en Cisjordanie occupée, honteusement appelé « *Camp d'été* ». Une opération menée sous couverture aérienne complète, qui implique le Shin Beit (service de sécurité intérieure israélien), la police des frontières et les forces spéciales. Selon les médias israéliens, cette nouvelle « *campagne d'éradication* » devrait mobiliser des milliers de soldats et durer plusieurs jours. Elle est d'une ampleur inégalée depuis la répression de la seconde Intifada de 2000 à 2004.

Cette offensive est lancée alors que le 19 juillet, la Cour internationale de justice a statué que l'occupation par Israël du territoire palestinien est illégale et qu'elle doit cesser le plus rapidement possible. Depuis le 19 juillet, aucun des alliés et soutiens inconditionnels d'Israël (dont la France et l'Union européenne) n'a manifesté la moindre intention de mettre fin à l'impunité d'Israël et de le contraindre de mettre fin à cette occupation illégale. Le message a été reçu cinq sur cinq par Israël : un feu vert pour aller au-delà de l'occupation et concrétiser l'annexion de facto de la Cisjordanie.

Les chefs militaires israéliens ont informé les Palestiniens que « *les portes de l'enfer étaient ouvertes* ». Le ministre israélien des Affaires étrangères a déclaré qu'il s'agissait d'une guerre totale, et qu'Israël doit faire en Cisjordanie ce qu'il fait à Gaza : transférer temporairement la population des lieux ciblés. Les Palestiniens savent depuis 76 ans ce que veut dire un déplacement prétendument temporaire : il s'agit d'un nettoyage ethnique sans retour possible.

En quelques heures, cinq gouvernorats (dont ceux de Naplouse, Jénine, Tubas et Tulkarem) et la moitié de la Cisjordanie étaient sous le coup de l'invasion militaire : au moins douze Palestiniens

avaient été assassinés (dix-sept 24 heures après), victimes de bombardements aériens sur leurs maisons ou véhicules, ou de tireurs d'élite.

Cibles prioritaires : les camps de réfugiés où la résistance à l'occupation est particulièrement active. En quelques heures ce sont les camps de Balata et New Askar à Naplouse mais surtout de Jénine, de Nour Shams à Tulkarem et de Al-Far'a à Tubas qui ont subi les attaques les plus violentes avec des assassinats ciblés, la destruction des infrastructures des camps, arrestation et interrogatoires de masse, fouilles des maisons, blocage des hôpitaux et des centres de soins, détention des personnels médicaux, rupture des communications du Croissant rouge, appel aux habitants à quitter leurs maisons.

Il est clair que dans l'esprit du gouvernement israélien, le génocide en cours depuis le 7 octobre à Gaza ne se limitera pas à la bande de Gaza. Israël ne fait pas la guerre au Hamas, il fait la guerre à tout le peuple palestinien. Il est clair qu'il s'agit ici du prélude à une opération beaucoup plus vaste dont l'objectif est l'annexion définitive de la Cisjordanie.

En s'en prenant prioritairement aux foyers de résistance que sont les camps de réfugiés, c'est une tentative de soumission de la Cisjordanie que vise Israël. C'est mal connaître la détermination du peuple palestinien qui n'aura de cesse de faire valoir son droit à l'autodétermination.

Rappelons que la Cisjordanie est un territoire occupé et qu'Israël, puissance occupante, en vertu de la quatrième convention de Genève doit assurer la sécurité de la population qu'elle occupe. Au lieu de cela, elle y impose un régime d'apartheid, y opère un nettoyage ethnique constant, des destructions massives et colonise toujours plus de terres. Rappelons également que la population palestinienne, vivant sous occupation militaire, a le droit de résister à cette occupation comme elle l'entend, dans le cadre du droit international.

Avec de plus en plus d'arrogance, Israël franchit toutes les lignes rouges les unes après les autres sans la moindre réaction de ses alliés. Les pays occidentaux portent une énorme responsabilité : par leur silence et leur inaction, par leur refus de sanctionner Israël, ils se rendent de fait complices des crimes de guerre israéliens, des crimes contre l'humanité, et de non prévention de génocide, ainsi que de l'occupation illégale de la Palestine. Il faut d'urgence contraindre cet État au respect du droit et apporter protection au peuple palestinien.

Le Bureau National de l'AFPS, le 29 août 2024

Photo : L'armée israélienne continue de détruire les infrastructures et les propriétés dans le camp de Nour Shams à Tulkarem pour le deuxième jour consécutif, 29 août 2024 © Quds News Network